

CONCLUSION

DERRIÈRE LES MOTS... QUE RESTE-T-IL ?

Jérémy DODEIGNE

*Aspirant du Fonds de la Recherche Scientifique-FNRS
à l'Université de Liège*

Heidi MERCENIER

*Chercheuse aux Facultés universitaires
Saint-Louis à Bruxelles*

Julien PERREZ

*Chargé de cours aux Facultés universitaires
Saint-Louis à Bruxelles
Maître de conférences à l'Université de Liège*

Min REUCHAMPS

*Chargé de recherches du Fonds de la Recherche
Scientifique-FNRS à l'Université de Liège*

L'objectif de ce livre était simple à énoncer, mais peut-être plus difficile à réaliser : faire se rencontrer science politique et linguistique dans l'étude des relations communautaires en Belgique. Cette ambition partait de l'intuition qu'un dialogue entre politologues et linguistes pourrait offrir une approche renouvelée de cet objet commun : les relations communautaires. Au cœur de celles-ci la langue devient politique et inversement la politique, mais aussi les politiques, prennent souvent une coloration linguistique. En expliquant et appliquant leurs approches respectives et, dans certains cas, en les mettant en commun, les spécialistes de ces deux disciplines peuvent jeter des regards différents sur les relations communautaires en Belgique. Mais au-delà de cette volonté d'offrir des approches combinées politiques et linguistiques de cette thématique importante, ce livre voulait également initier une réflexion plus générale sur la pertinence d'une appro-

che interdisciplinaire entre ces deux disciplines. À l'issue de cet ambitieux projet, qu'en retenir ?

Tout d'abord, cela a été écrit à plusieurs reprises dans ce volume et par différents auteurs, linguistique et science politique, même si elles partagent l'étude des relations langue(s) et politique(s) – insistant plus sur l'une ou sur l'autre selon la discipline –, peuvent se passer l'une de l'autre, voire s'ignorer. Ainsi, en posant les balises (inter)disciplinaires et méthodologiques, tant le linguiste Philippe Hambye que les politologues Régis Dandoy et Geoffroy Matagne dans la première partie de cet ouvrage ont rappelé la diversité des outils et des approches développés par leur discipline respective pour étudier les « mots », entendus au sens large.

Pourtant, l'ensemble des textes présentés dans cet ouvrage mettent en lumière deux points de rencontre essentiels entre science politique et linguistique : d'une part, l'analyse des politiques linguistiques et, d'autre part, l'analyse des discours, qu'ils soient politiques, médiatiques ou citoyens. Cet ouvrage démontre qu'il existe une réelle valeur ajoutée émanant de ces rencontres qui permettent de dépasser « l'interdisciplinarité de façade, de sourds ou encore de luxe », afin d'affiner la compréhension des phénomènes linguistiques et politiques (ils sont souvent liés – c'est un constat récurrent posé dans ce volume) qui nous entourent et plus particulièrement de la question communautaire en Belgique.

Le premier lieu de rencontre s'intéresse à la place de la langue en tant que telle – la production langagière importe moins dans ce cas – au sein des sociétés. Dans ce cadre, le linguiste et le politologue s'associent pour analyser les objectifs et les choix des sociétés en matière de politiques linguistiques et leurs implications pour les individus qui les composent. Le linguiste insiste auprès du politologue pour accorder une place de choix aux thématiques linguistiques dans ses analyses de la société en tenant compte de l'ensemble des réalités existantes. Le chapitre de Bernhard Altermatt illustre ce point en traitant de la « paix des langues » dans le débat politique en Suisse. Toutefois, déjà dans ce passage, le deuxième lieu de rencontre entre science politique et linguistique apparaît. Bernhard Altermatt s'intéresse en effet à l'aspect linguistique des discours traitant de ces politiques. Il indique que la « paix des langues » est perçue selon deux cadres différents : d'une part, elle est présentée comme un objectif atteint

par les politiques en place, d'autre part, au nom de cette même «paix des langues», les problèmes existants sont négligés. Les deux angles adoptés amènent ainsi à des conclusions diamétralement opposées. Dans le même ordre d'idées, la contribution de Dave Sinardet fait référence aux conséquences des politiques linguistiques en Belgique en analysant les discours médiatiques concernant la circonscription de Bruxelles-Halle-Vilvorde. Analysant les représentations politiques au Canada, Min Reuchamps montre également que celles-ci sont transformées par les acteurs politiques en politiques spécifiques, parfois contradictoires. Ces différentes contributions indiquent toute l'importance du deuxième lieu de rencontre entre linguistique et science politique même lorsque l'on se réfère aux politiques linguistiques.

Ce deuxième lieu de rencontre, présent à des degrés divers dans les articles de cet ouvrage, vise à analyser les différents dispositifs (formules, termes écran, métaphores, etc.) des discours, pris au sens large, et à les décrypter. L'objectif est de cerner l'idéologie et les représentations véhiculées par les mots qui reflètent, souvent de manière implicite, nos systèmes de pensée. Ces analyses se basent sur le postulat que si les mots utilisés ne reflètent pas toujours des stratégies délibérées de manipulation, de nombreux mécanismes discursifs entrent en compte et méritent d'être analysés. En effet, comme le souligne Philippe Hambye, les différents acteurs du discours – locuteur comme récepteur – font face à une autonomie discursive relative.

Dans ce cadre, la rencontre de la science politique et de la linguistique prend tout son sens. L'analyse contextuelle du politologue permet au linguiste de dépasser son approche purement sémantique alors que le politologue, grâce au support fourni par le linguiste, affine le sens véhiculé par les discours et de la sorte, sa compréhension de phénomènes politiques complexes. En d'autres termes, le linguiste met en évidence les constructions présentes dans les discours tandis que le politologue traduit leur usage en termes de représentations. L'analyse systématique des discours – médiatiques, citoyens ou politiques – au niveau micro du linguiste est complétée par l'expertise au niveau macro du politologue, et vice versa. On se trouve face à une réalité complexe (qui rappelle à certains égards la question originelle entre l'œuf et la poule) : la langue façonne la politique, mais la politique façonne aussi la langue, notre langue. De différentes manières, tous les chapitres de ce livre ont montré cette dialectique qui

appelle dès lors une approche combinée entre linguistes et politologues.

Toutefois, la réunion de ces disciplines présente de nombreux défis. Au travers de ce livre, deux défis principaux sont apparus, celui de la conceptualisation d'un modèle théorique commun, et celui de la mise en place d'outils – quantitatifs et qualitatifs – de vérification empirique efficaces.

D'un côté, chacune de ces disciplines s'est jusqu'à alors attachée à construire des modèles théoriques propres (même si des ponts existaient déjà, comme cela a été rappelé à juste titre), utiles pour comprendre la production langagière et le fonctionnement de la société sous certains aspects. Les politologues et les linguistes semblent avoir trouvé aujourd'hui un cadre d'analyse commun via les métaphores conceptuelles. Une attention particulière leur a ainsi été accordée dans plusieurs chapitres. En effet, les métaphores conceptuelles illustrent parfaitement la complémentarité entre d'un côté science politique et linguistique, et de l'autre entre méthodes quantitatives et qualitatives. Intensément présentes dans les discours, les métaphores ne sont pas que de simples figures de style, elles permettent d'exprimer des réalités souvent complexes en des termes plus concrets et plus simples. Elles sont porteuses de sens qu'il faut dévoiler afin de comprendre les dynamiques se trouvant au cœur des relations politiques. Les recherches sur les métaphores conceptuelles ajoutent une dimension cognitive à l'analyse traditionnelle du discours, tant au niveau linguistique que politique. Les métaphores sont étudiées selon différents paramètres : la nature, la fréquence, la productivité dans l'espace public ou encore les auteurs de la métaphore. Par exemple, la productivité de la métaphore du divorce au Royaume-Uni – sa réception dans l'espace public et sa concordance avec les représentations collectives – explique son succès au-delà de la stratégie de communication de son auteur, le New Labour. Le chapitre d'Émilie L'Hôte atteste d'un lien évident entre science politique et linguistique. L'analyse de la propagation de la métaphore du divorce, un phénomène linguistique important, aide à la compréhension des élections de 1999 au Royaume-Uni, un événement politique complexe mais ô combien important. Dans le même esprit, le chapitre de Min Reuchamps et Julien Perrez s'intéresse à la fréquence et à la nature des métaphores concernant le fédéralisme belge dans les discours citoyens wallons et flamands. Ils utilisent des méthodes d'analyse de type linguisti-

que pour identifier ces métaphores, la science politique étant simultanément mise à profit pour leur donner du sens. Ces deux exemples donnent un avant goût du potentiel analytique des métaphores, un outil au croisement de la science politique et de la linguistique.

De l'autre côté, les méthodes quantitatives et qualitatives participent à la vérification empirique des théories relatives à l'analyse discursive, dont les métaphores conceptuelles font partie, en aidant à décortiquer tant la forme que le contenu des discours. La première catégorie de méthodes, basée principalement sur l'analyse statistique, est utilisée dans le chapitre de Corine Gobin et de Jean-Claude Deroubaix. Les mots présents dans les textes et leur fréquence permettent de classer ces textes dans une catégorie discursive spécifique et d'en tirer des conclusions intéressantes. La seconde catégorie, qui laisse une place plus importante à l'interprétation par les chercheurs, se retrouve dans les chapitres de Dave Sirnardet, de Bernhard Altermatt et de Min Reuchamps. Comme le rappellent Régis Dandoy et Geoffroy Matagne, le choix de la méthode d'analyse est fortement lié au type et à la quantité de textes à analyser. Une quantité de textes élevée rendra l'application de la méthode qualitative complexe alors que la méthode quantitative ne permettra pas toujours de tenir compte de l'utilisation spécifique de certains mots et de leur contexte – politique. La combinaison des deux méthodes est donc souvent féconde comme en témoignent le chapitre de Min Reuchamps et Julien Perrez ainsi que celui d'Émilie L'Hôte.

À n'en pas douter, les points de rencontre existent donc entre linguistique et science politique. Partant de ce potentiel, ce livre a voulu offrir une double approche – si possible combinée – entre politique et linguistique des relations communautaires en Belgique. Cela a déjà été mentionné, l'étude de ces relations renvoie à la question souvent difficile du vivre ensemble dans une société – linguistiquement – divisée. En 1861, John Stuart Mill écrivait à ce propos : «Free institutions are next to impossible in a country made up of different nationalities. Among people without fellow-feeling, especially if they read and speak different languages, the united public opinion, necessary to the working of representative government, cannot exist». Bien que ses conclusions aient été démenties par l'instauration d'institutions démocratiques dans de nombreux pays multinationaux et/ou plurilingues, il est incontestable que l'existence de plusieurs communautés au sein d'un



même système politique est un facteur de division à la base de nombreuses instabilités politiques.

La Belgique, le Canada, le Royaume-Uni et la Suisse¹ n'échappent pas à cette observation. À l'exception du Royaume-Uni où les diverses communautés – voire nations – de l'« Union » se définissent davantage sur leurs différences ethnoterritoriales et ethno-religieuses (Swenden, 2006), c'est bien la *langue* qui divise dans ces différents pays. Ce sont en effet les clivages ethnolinguistiques qui séparent les Flamands et les Wallons en Belgique; les Québécois/francophones et le « ROC » (« Rest Of Canada ») anglophone; les Alémaniques, les Francophones, les Italiens et les Romanches en Suisse – sans oublier tous les nouveaux arrivants dans ces différents pays qui prônent tous plus ou moins fortement le multiculturalisme. C'est donc dans sa dimension *négative* que les aspects linguistiques sont généralement appréhendés: ces groupes « nationaux » ont pris l'habitude de vivre dans leurs « petits mondes », leurs propres « solitudes » comme le rappellent Min Reuchamps. Cette division socio-politique s'est par ailleurs souvent accompagnée, et renforcée, par une demande croissante d'autonomie pour les « nations sans États » comme l'Écosse, la Flandre, le Québec, et dans une certaine mesure, le Jura. Si cette vision négative de la langue dans le champ politique est un élément fondamental des dynamiques de ces pays, il ne faudrait toutefois pas sous-estimer sa dimension positive et constructive, non pas à diviser, mais à rassembler.

Précisément, derrière les « mots » exprimés se cache souvent le désir de convaincre et de rendre légitime un certain nombre d'évolutions politiques. À côté des stratégies politiques délibérées, le choix (in)conscient de certaines expressions, voire de métaphores conceptuelles, reflètent également l'emprise de ces stratégies sur la perception de la réalité ou, au contraire, la résistance à ces discours. Autrement dit, dans l'étude des relations communautaires belges, britanniques, canadiennes et suisses, les « mots » – sous toutes leurs formes – nous permettent de mieux comprendre les relations entre communautés, et plus généralement entre gouvernants et gouvernés. Les premiers s'efforcent d'assurer la cohésion et le vivre ensemble des différents groupes

.....

1. Il convient toutefois de noter que même si la société suisse est multilingue, elle ne revêt pas de caractère multinational mais bien mononational (Dardanelli et Stojanovic, 2011).



« nationaux » au sein d'une même entité politique. Au-delà des problèmes linguistiques, on découvre donc la dimension positive des « mots ». Mais les référents cognitifs et normatifs utilisés ne sont cependant pas toujours efficaces et opérationnels, ils peuvent au contraire faire l'objet d'un rapport de force entre gouvernants et gouvernés. Dans ce dernier cas, les gouvernés concurrencent le discours dominant, particulièrement pour les nations aspirant à devenir leur propre gouvernant comme mentionné ci-dessus (demande d'autonomie et/ou d'indépendance). De ce point de vue, si les contributions de cet ouvrage soulignent la dimension « négative » des aspects linguistiques, elles n'omettent pas d'explorer leur pendant « positif ».

Trois types de corpus peuvent ici être distingués selon les acteurs s'exprimant et les « lieux » dans lesquels les discours prennent place : ceux exprimés dans un cadre *institutionnalisé par des acteurs officiels* (les déclarations gouvernementales, les programmes et les discours des partis), ceux exprimés dans un cadre plus *spontané* par des acteurs *ordinaires* (les « discours » des citoyens) et enfin à l'intersection de ces deux pôles, nous trouvons les discours exprimés dans la *sphère publique* (via les médias et plus généralement les mythes et symboles politiques).

Dans le premier type de corpus, les contributions de Jean-Claude Deroubaix et Corinne Gobin, d'une part, et d'Émilie L'Hôte, d'autre part, illustrent cette dynamique (visions positive et négative) des discours officiels. Ces corpus sont particulièrement féconds à analyser puisqu'en tant que déclarations fortement ritualisées, les « mots » choisis sont le fruit de stratégies politiques mûrement réfléchies. Ainsi, si la politique est l'art du possible, la définition des possibles constitue souvent un enjeu politique crucial. Il faut en effet convaincre de la nécessité de l'action politique, parfois douloureuse. Pour cela, il s'agit de rendre légitime et prioritaire la gestion de certain(s) problème(s) : définir le « possible », ou pour utiliser un terme contemporain définir l'« agenda » (terme qui lui aussi mériterait une analyse politico-linguistique), c'est en quelque sorte arriver à imposer sa vision du possible, son agenda politique.

Comme l'illustre l'analyse lexicométrique menée par Jean-Claude Deroubaix et Corinne Gobin, tout l'enjeu d'un accord de coalition, qui est exprimé au travers des déclarations gouvernementales, se trouve donc davantage dans la définition des problèmes plutôt que dans les débats idéologiques sur les solutions.



Et une fois les problèmes résolus (on peut donner l'exemple de la prégnance de la question des rôles de l'Église et de l'État dans le système éducatif jusqu'en 1958 et donc de la présence d'un certain type de vocabulaire), d'autres problématiques peuvent alors émerger au sommet de l'agenda politique, comme les revendications régionalistes et nationalistes dans les années 1960. C'est donc la politique qui façonne la langue.

Ce sont les mêmes observations que nous retrouvons dans l'étude d'Émilie L'Hôte qui recourt à une analyse quantitative et qualitative de corpus (essentiellement des programmes et discours politiques). Ce qui est observé dans le cas belge s'illustre ici à un niveau plus micro, au sein et entre les deux principaux partis politiques britanniques. Alors que les travaillistes voient davantage les demandes d'autonomie écossaises comme une opportunité pour l'Union et s'efforcent d'imposer cette vision; les Tories s'opposent à la dévolution en opposant leur propre interprétation (les risques de séparatisme). Au travers de l'étude de tels corpus officiels², l'analyse combinée de la linguistique et de la science politique permet d'identifier les stratégies communicationnelles qui font gagner dans la « guerre des mots », mais aussi illustre les relations entre communautés. Par exemple, le recours à la métaphore conceptuelle L'INDÉPENDANCE COMME DIVORCE lors de la campagne électorale de 1999 dévoile véritablement la position du New Labour face à la question écossaise: oui à l'autonomie régionale, mais pas avec les indépendantistes. Ici, on voit à quel point la langue peut influencer la politique qui influence la langue en retour.

Précisément, dans le second type de corpus, l'analyse des échanges recueillis lors de panels citoyens permet d'évaluer la percolation (ou, au contraire, la résistance) de ces stratégies dans la perception du monde de citoyens « ordinaires ». En effet, comme le soulignent Min Reuchamps et Julien Perrez, les métaphores conceptuelles révèlent (pour partie du moins) notre compréhension de notre environnement. Et comme nous l'avons vu, la définition ou plutôt les définitions de cet environnement sont cruciales pour les acteurs politiques afin de « gagner ». Alors que

.....

2. Notons d'ailleurs qu'en dépit d'une « démocratie du public » (Manin, 1996), l'élaboration de programmes politiques reste un rituel incontournable dans la vie des partis politiques. Ils fournissent ainsi une riche source d'information pour les chercheurs.



les relations communautaires belges sont régulièrement étudiées dans leur dimension négative, nous voyons ici qu'une autre étude des « mots » révèle ce qui réunit les Flamands et les Wallons/francophones. S'il ne faut pas sous-estimer les différences entre ces deux communautés, l'identification de métaphores conceptuelles démontre une vision relativement partagée du fédéralisme belge. Réexplorant les conceptions classiques du fédéralisme canadien dans les discours citoyens, la contribution de Min Reuchamps, via l'exploration des métaphores conceptuelles, permet aussi d'illustrer les relations entre les différentes communautés du Canada. Et contrairement à la Belgique, l'analyse de ces métaphores démontre non seulement les diverses représentations entre groupes « nationaux » mais aussi au sein de ceux-ci.

Finalement, dans la troisième catégorie de corpus, on trouve les discours exprimés dans la sphère publique où gouvernants et gouvernés se rejoignent. Le chapitre de Dave Sinardet explore directement la problématique du vivre ensemble dans une société linguistiquement divisée comme la Belgique. Au-delà des « mots » utilisés, l'analyse de l'auteur démontre particulièrement l'importance du porteur et du vecteur du message. Dans un environnement politique et médiatique belge divisé et (presque) hermétique, le choix des représentants politiques sur les plateaux de télévisions constitue une stratégie tout aussi importante que le message : c'est en quelque sorte le profil – modéré pour la plupart – du représentant qui assure l'expression d'une (certaine) position du parti dans l'autre communauté. Toutefois, cette stratégie s'avère souvent radicalement contre-productive. Les présentateurs, en position avantageuse sur le plateau de « leur » émission – pour reprendre une forme déictique –, sont des acteurs à part entière questionnant la légitimité du discours des représentants de l'autre communauté. Par ailleurs, les présentateurs renforcent les divisions communautaires en problématisant la question de BHV du point de vue de « leur » communauté – c'est le cadrage de la problématique qui est ici, à nouveau, cruciale. Alors que pour dépasser et réunir les communautés certaines stratégies communicationnelles sont mises en places par les partis, l'auteur démontre comment les acteurs politiques et médiatiques – en quelque sorte piégés par l'organisation bipolaire du paysage médiatique belge – ne peuvent dépasser leurs différences. Loin de pouvoir réunir, les modes de communication des « mots » tendent au contraire à radicaliser les positions des communautés.



Dans l'étude de Bernhard Altermatt sur la notion suisse de « paix des langues », le recours à certains vecteurs communicationnels spécifiques engendre également des effets contre-productifs. Au coeur de la confédération Helvétique (post 1848), la notion omniprésente de « paix des langues » dans la sphère publique prend les formes d'un véritable *mythe politique* fondateur. Comme nous le rappelle Vincent Della Sala (2010), toute organisation sociale – surtout lorsqu'elle est composée de différentes communautés – a en effet besoin de tels récit(s) pour se doter d'une légitimité politique. Dans la société suisse, l'évocation – voire l'invocation – d'un tel mythe permet d'assurer cette cohésion et de produire la légitimité politique. D'une certaine manière, « myths are important for what they do, not what they say » (Della Sala, 2010 : 5). Toutefois, les conclusions de Bernhard Altermatt nous rappellent qu'en oubliant les raisons qui sont à la base de tels mythes – assurer la cohésion des majorités et minorités linguistiques – et n'espérer que ce qu'il tend à produire – susciter la légitimité – les effets sont radicalement opposés. Ainsi, au nom de la paix des langues, les débats sur les politiques linguistiques sont gelés, oppressant en définitive les minorités linguistiques.

Finalement, il ressort des réflexions de ce volume un élément essentiel à appréhender dans la compréhension des relations entre langue(s) et politique(s) : l'importance de la circulation, dans certains cas la circularité comme l'évoque Philippe Hambye dans sa contribution, des discours, entendus comme des phénomènes linguistiques entre un locuteur et un ou plusieurs récepteur(s). Cette circulation se déroule dans les deux dimensions du temps et de l'espace. Toute langue évolue dans le temps. Mais cette évolution n'est pas linéaire, temps long et temps court s'entremêlent. En effet, il y a des évolutions qui s'étalent sur plusieurs générations, tandis que d'autres prennent moins d'une génération. La politique n'est pas toujours responsable de ces évolutions linguistiques, mais dans certains cas, elle joue un rôle non-négligeable, parfois via les politiques linguistiques, parfois via la politique tout court. Nombre de chapitres du présent volume ont montré que des expressions ont été *construites* politiquement. C'est ici que linguistes et politologues ont beaucoup à partager. Car derrière les mots, se trouvent des réalités politiques qui donnent aux mots une connotation particulière.



Mais si la dimension temporelle (évolutive) des discours doit encore être explorée, la circulation des discours dans l'espace, c'est-à-dire entre les acteurs, est elle aussi un phénomène qui mérite l'attention conjointe des chercheurs en science politique et en linguistique. Ce livre l'a mis en évidence à plusieurs reprises, le choix des mots est loin d'être anodin. Il donne à toute situation un cadre qui influence le jeu des acteurs. Si ce constat n'est guère original, les auteurs de ce volume ont tous tenté d'offrir des premières pistes d'approche pour aller derrière les mots. Mais, il est vrai, analyser ce processus de circulation revient à poser la question – souvent difficile – de la causalité entre langue(s) et politique(s). C'est donc dans cette direction que linguistes et politologues peuvent, ensemble, continuer à travailler à la compréhension des relations entre langue(s) et politique(s). C'est une entreprise qu'il reste à poursuivre...